

## Déclaration de Leon Brittan sur les négociations de l'Uruguay Round et la PAC (Washington, 15 janvier 1991)

**Légende:** Le 15 janvier 1991, dans le cadre des négociations de l'Uruguay Round, Leon Brittan, commissaire européen à la concurrence évoque les difficiles négociations entre les États-Unis et la Communauté européenne concernant le dossier de la politique agricole commune (PAC).

**Source:** RAPID. The Press and Communication Service of the European Commission. [EN LIGNE]. [Bruxelles]: Commission européenne, [03.09.08]. IP/91/28. Disponible sur <http://europa.eu/rapid/searchAction.do>.

**Copyright:** (c) Union européenne, 1995-2012

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/declaration\\_de\\_leon\\_brittan\\_sur\\_les\\_negociations\\_de\\_l\\_uruguay\\_round\\_et\\_la\\_pac\\_washington\\_15\\_janvier\\_1991-fr-0bfae069-e5dd-4629-891c-3fae8dfa4d19.html](http://www.cvce.eu/obj/declaration_de_leon_brittan_sur_les_negociations_de_l_uruguay_round_et_la_pac_washington_15_janvier_1991-fr-0bfae069-e5dd-4629-891c-3fae8dfa4d19.html)

**Date de dernière mise à jour:** 07/09/2012

## Uruguay Round: Déclaration de Sir Leon Brittan (Washington, le 15 janvier 1991)

Je suis un libre-échangiste dans l'âme et en temps que tel je souscris pleinement aux principes sur lesquels repose la Communauté européenne. Nous créons actuellement un marché unique fondé sur une philosophie libérale qui rivalise avec celle des Etats-Unis. D'ailleurs, dans de nombreux secteurs, tels les services financiers, la Communauté européenne a ouvert ses marchés bien plus que les Etats-Unis.

Nous appliquons cette philosophie à nos relations commerciales avec l'extérieur. La survie de la Communauté européenne repose sur le maintien et le renforcement du système multilatéral d'échanges internationaux pour lequel les Etats-Unis ont tant fait au cours de ces 40 dernières années et qui a alimenté un accroissement des échanges mondiaux et une prospérité inégalés.

Secteur après secteur, la Communauté démantèle les barrières tarifaires et non tarifaires.

Les Etats-Unis et la Communauté européenne ont, dans l'ensemble, des intérêts communs dans les négociations de l'Uruguay Round, dont une nouvelle phase s'ouvre aujourd'hui. Tous deux misent sur le libéralisme. Tous deux souhaitent le renforcement et l'élargissement du système commercial international. L'un et l'autre tentent de faire comprendre, notamment aux nouveaux pays industrialisés, qu'ils doivent se montrer plus disciplinés dans le cadre du GATT pour pouvoir accéder plus facilement, en échange, à nos marchés. Les concepts, loin d'être abstraits, se traduiront en Europe et aux Etats-Unis par un surplus d'activité et une augmentation de l'emploi.

Or, en Europe nous avons le sentiment que sur certains points, les Etats-Unis ne mettent pas en pratique leur discours sur le libre-échange. Ainsi, nous avons l'impression que vous pourriez consentir un effort supplémentaire pour ouvrir les services de transports, les télécommunications, votre marché textile et bien d'autres encore. Dans d'autres domaines, ce sont les Etats-Unis qui se sentent lésés. Vous avez choisi l'un d'eux, l'agriculture pour monter une virulente campagne internationale en vue de forcer la Communauté européenne à abandonner sa politique agricole commune.

Quelle que soit la sagesse de cette tactique - dont j'ai toujours douté d'ailleurs - il est grand temps maintenant de laisser de côté les exigences maximalistes et d'élargir le champ des négociations.

Comme je l'ai dit, je suis un partisan inconditionnel du libre-échange. Je n'aurais pas conçu la politique agricole commune européenne. Je n'aurais inventé ni les systèmes nationaux très restrictifs de soutien à l'agriculture qui étaient appliqués en Europe avant la création de la Communauté européenne, ni les mécanismes de soutien agricole massif en vigueur aux Etats-Unis et qui, tous les ans, rapportent sous forme de subventions des dizaines de milliards de dollars aux agriculteurs et qui - évidemment - se répercutent en aval sur les prix à l'exportation. Je n'aurais pas non plus inventé le système d'aide à l'agriculture utilisé au Japon.

Mais il ne s'agit pas ici de ma capacité à élaborer à partir de rien des schémas d'échanges agricoles viables et libéraux puisque ces schémas - imparfaits - existent et que nous devons tous nous appuyer sur des faits politiques et économiques concrets et non sur quelque utopie théorique. Nous partageons le désir de parvenir à des réductions mutuelles et équilibrées des subventions. Nous avons tous réalisé de sensibles progrès et contracté des engagements en ce sens.

Parmi de nombreuses concessions en matière agricole, la Communauté européenne a proposé plus particulièrement,

- de réduire de 30 % ses subventions internes sur une période de 10 ans;
- d'accepter un plafonnement du volume des marchandises agricoles exportées.

Ce dernier point - qui était une des principales revendications des Etats-Unis - s'est traduit, le mois dernier, par une concession européenne sur l'un des fondements mêmes de la politique agricole commune. Malheureusement, cette concession n'a pas été acceptée au cours de la réunion des ministres, qui s'est tenue à Bruxelles au mois de décembre dernier, et jusqu'à présent rien de sérieux n'a été fait pour échafauder sur

cette base un quelconque compromis.

Je suis convaincu que l'offre européenne relative à l'agriculture constitue une base sur laquelle pourrait se forger un compromis qui accélérerait encore la restructuration profonde de la politique agricole commune qui est déjà amorcée. Ce processus doit être encouragé. Un échec des délibérations pourrait bien lui porter un coup d'arrêt brutal. La réalité politique est que la pression extérieure soutenue et les espoirs irréalistes entretenus sur ce sujet sont devenus contreproductifs pour la cause qu'ils cherchaient à défendre. Il est temps de recourir à une approche plus imaginative.

L'échec de cette phase du GATT constituerait une tragédie pour l'Europe et les Etats-Unis, non seulement parce que nous perdrons une occasion unique de renforcer et d'étendre le système de libéralisation des échanges internationaux, mais aussi parce que nous ferions reculer la cause de la réforme agricole en Europe, que je soutiens personnellement et à laquelle les Etats-Unis attachent tant d'importance.

C'est précisément ce qu'il faut éviter. A tout prix. Et en n'oubliant pas que le temps nous est compté. L'urgence est d'autant plus grande que la réunion du GATT est actuellement éclipsée par d'autres événements internationaux. L'Uruguay Round demeure cependant une entreprise de la plus extrême importance. Il est temps de conclure un accord qui portera évidemment sur l'agriculture, mais aussi sur de nombreux autres points qui sont à l'ordre du jour de l'Uruguay Round.

L'Europe et les Etats-Unis ont un intérêt commun à aboutir à la solution la meilleure et la plus libérale possible. Je vous en prie, ne nous laissons pas entraîner dans une crise qu'il est possible d'éviter et dont le monde entier sortirait perdant.